

**International Work Group for
Indigenous Affairs (IWGIA)**

Classensgade 11 E
DK-2100 Copenhagen
Denmark

Tél (+45) 35 27 05 00

Fax (+45) 35 27 05 07

E-mail: iwgia@iwgia.org

Web: www.iwgia.org

CARE Danmark

Nørrebrogade 68 B
DK-2200 København N

Tél (45) 35 200 100

Fax (45) 35 368 878

E-mail care@care.dk

Web www.care.dk

SITUATION DE CRISE AU NORD DU NIGER

IWGIA et CARE Danmark sont préoccupés par la situation de crise au Nord du Niger et souhaitent inviter le gouvernement français à prendre en compte cette question avec le gouvernement nigérien.

Depuis février 2007, une rébellion menée par quelques membres de la communauté Touareg, a lieu au Nord du Niger dans la région d'Agadez. Le mouvement rebelle appelé *Mouvement des Nigériens pour la Justice* (MNJ) a pris les armes contre la marginalisation économique perçue par le peuple Touareg. Sa principale demande est l'établissement de la justice au Niger et l'entière application des Accords de 1995.

En dépit de l'accès difficile à la région d'Agadez, les médias et les organisations des Droits de l'Homme ont illustré des cas d'abus sérieux des Droits de l'Homme commis aussi bien par les forces armées nigériennes que par les rebelles. Human Rights Watch, Amnesty International ainsi que des organisations des Droits de l'Homme établies par le Niger - Association Nigérienne des Droits de l'Homme (ANDDH) et Alternative Espaces Citoyens – rapportent que les forces armées du Niger ont mené des exécutions extrajudiciaires de civils Touareg, des viols, la destruction de bétail et qu'il y a de nombreux cas de détention arbitraire.

De plus, ils rapportent que, de son côté, le MNJ utilise des mines terrestres antichars présentant une menace aussi bien pour les forces armées que pour les civils et qu'ils ont pris des otages.

Le conflit a sévèrement miné les vies des dizaines de milliers de personnes qui vivent déjà de manière précaire à la limite de celui-ci, dans les vastes secteurs nordiques du désert nigérien. Les civils Touareg vivent maintenant dans une situation de crainte et de graves difficultés économiques. Les communautés rurales ont été forcées de quitter leurs zones d'habitat et de se déplacer vers les centres urbains par lesquels elles n'ont plus accès à leurs moyens traditionnels de subsistance ou aux infrastructures sanitaires et scolaires.

Les rebelles affirment qu'ils luttent pour un plus grand partage de l'abondante richesse minérale de la région – principalement l'uranium - pour les Touareg et les autres groupes ethniques. Le mouvement MNJ suit une rébellion Touareg antérieure, qui a commencé en 1990 et a pris fin en 1995 avec un accord de paix conçu pour élargir l'accès des Touareg à la richesse des ressources de la région, pour développer le nord et pour incorporer des milliers d'anciens combattants Touareg au gouvernement et aux forces de l'ordre. Les chefs du MNJ maintiennent que le gouvernement n'a pas entièrement mis en application les Accords de 1995.

En réponse à la rébellion, le gouvernement du Niger a déclaré un état d'alerte dans la région d'Agadez. Le gouvernement s'efforce de présenter les rebelles comme un groupe de bandits qu'il supprimera rapidement et il refuse d'entamer toute forme de dialogue avec les rebelles afin de résoudre la situation.

Très peu d'informations sont disponibles sur ce qui se passe actuellement dans la région d'Agadez puisqu'il est presque impossible pour les médias nationaux et internationaux ainsi que les organisations des Droits de l'Homme d'avoir un accès convenable au secteur et d'informer et d'effectuer des reportages sur la situation. La liberté de presse est sévèrement restreinte et des journalistes, aussi bien des médias nigériens qu'internationaux, ont été arrêtés pour essayer de rendre compte de la situation ou chercher à interviewer des membres du MNJ. En outre, le gouvernement s'embarque dans une dangereuse stratégie de communication par laquelle il tend à présenter la communauté Touareg comme collectivement responsable d'une situation qui vise à appauvrir le Niger et à exercer un chantage sur son indépendance. La persistance d'une telle rhétorique peut avoir des conséquences terribles en termes de Droits de l'Homme.

La rébellion est en cours depuis plus d'un an maintenant et sa manipulation par les autorités nigériennes est une sérieuse cause de préoccupation, marquée par l'absence de toutes perspectives de négociations sérieuses afin de trouver une solution pacifique et constructive et de mettre fin au conflit.

En attendant, la population civile locale souffre dans la région d'Agadez et aucun effort sérieux ne semble être effectué pour assurer sa sûreté, son bien-être et sa subsistance.

En raison du manque d'information, il est très difficile d'évaluer la situation et de savoir exactement quels types de violations des Droits de l'Homme ont lieu sous les auspices de l'état d'alerte. La situation est dangereuse puisque de sérieuses violations des Droits de l'Homme pourraient être commises avec impunité et puisqu'une xénophobie pourrait être érigée envers la population Touareg du Niger, menant à une situation désastreuse.

IWGIA et CARE Danmark demandent donc au gouvernement français de faire pression sur le gouvernement du Niger, l'invitant à :

- Empêcher les forces armées de commettre n'importe quel type de violation des Droits de l'Homme dans la zone de conflit.
- Assurer la sécurité et la subsistance de la population civile dans la zone de conflit.
- Permettre aux médias, aux organisations des Droits de l'Homme, etc, d'étudier la situation dans la région d'Agadez et d'en rendre compte librement.
- Établir le dialogue avec le MNJ afin de trouver une solution pacifique et constructive au conflit.

IWGIA et CARE Danmark invitent le gouvernement français à discuter de cette question aussi bien avec la Commission Européenne au Niger qu'avec d'autres donateurs importants envers le Niger, et à agir afin d'assurer qu'un groupe de donateurs soulèvent collectivement les questions avec le gouvernement du Niger.

Copenhague, 25 juin 2008

IWGIA

CARE DANMARK

Lola Garcia-Alix, Directrice

Niels Tofte, Secrétaire Général

Sources d'information :

- Human Rights Watch “Niger: Warring Sides Must End Abuses of Civilians”. 19 Décembre 2007
- Amnesty International Press Release “Niger: Extrajudicial Executions and Populations Displacement in the North of the Country”. 19 Décembre 2007
- Amnesty International Déclaration Publique “Niger: Le mouvement d’opposition armé touareg doit cesser de prendre en otage des civils”. 24 Janvier 2008.
- Association Nigérienne des Droits de l’Homme (ANDDH) and Alternative Espaces Citoyens “Conflit armé dans le Nord du Niger: analyse des enjeux géopolitiques et impacts sur le cadre démocratique”. 11 Aout 2007.
- Association Nigérienne des Droits de l’Homme (ANDDH) and Alternative Espaces Citoyens “Déclaration sur la situation de Conflit au Nord du Niger”. 21 Décembre 2007